



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M_3070

Pouvoir adjudicateur : GCS UNIHA – 9 rue des Tuiliers – 69003 LYON

Objet du marché : Transport aérien de greffons et d'équipes chirurgicales et régulation associée pour les établissements membres du GCS UNIHA

Procédure : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commandes

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités.....	5
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	5
1.1 Type de pouvoir adjudicateur.....	5
1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
1.3 ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE	5
1.4 Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre	6
1.5 Répartition des responsabilités	7
1.6 Litiges.....	7
2. Objet et périmètre du contrat	8
2.1 Objet du contrat	8
2.2 Type de contrat et estimation du marché	8
2.3 Périmètre géographique.....	8
2.4 Exclusivité du Titulaire.....	8
3. Durée de l'accord-cadre.....	8
3.1 Point de départ de la durée DU MARCHE.....	8
3.2 Durée DU MARCHE	9
4. Pièces constitutives du contrat.....	9
5. Allotissement	9
6. Obligations générales du Titulaire	10
6.1 Modifications affectant le Titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	10
6.2 Suivi de l'exécution financière du marché.....	11
6.3 Qualité des fournitures et Services	11
6.4 Assurances.....	12
6.5 Discretion et confidentialité	12
6.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	12
6.7 Sous-traitance.....	13
6.8 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – établissements beneficiaires et Titulaire	13
6.9 Respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et des principes de laïcité et de neutralité du service public.....	13
7. Communication.....	15
7.1 Projet de support de communication.....	15
7.2 Supports visuels de présentation	16

Chapitre 2 – Modalités d’exécution	17
8. Modalités d’émission des bons de commande.....	17
9. Modalités de modification ou d’annulation des bons de commande	17
10. Opérations de vérification	18
11. EVOLUTION DE L’OFFRE EN COURS D’EXECUTION	18
12. Exécution aux frais et risques	18
Chapitre 3 - Prix et règlements	20
13. Contenu et caractère des prix	20
13.1 Forme des prix.....	20
13.2 Contenu des prix	20
14. Modification des prix.....	21
14.1 Modalités de mise en œuvre de la formule de révision.....	21
14.2 Modification des prix et Formule de révision	22
14.3 Clause limitative	23
14.4 Offre de prix promotionnels.....	23
15. Modalités de règlements.....	24
15.1 AVANCES	24
15.2 DELAIS DE PAIEMENT	24
15.3 FACTURES.....	25
15.4 Modalités de modification de la répartition des charges entre établissements adhérents (clause de réexamen)	26
Chapitre 4 – Pénalités, résiliation, imprévision.....	27
16. Pénalités applicables par les établissements bénéficiaires	27
16.1 Pénalités de retard	27
16.2 Autres Pénalités	27
17. Résiliation du contrat	28
17.1 Motifs de résiliation	28
17.2 Résiliation en cas de liquidation judiciaire	29
17.3 Indemnités de résiliation.....	29
Chapitre 5 – Circonstances imprévues.....	30
18. Obligation d’information	30
19. Modalités de poursuite du contrat.....	30
19.1 Modification des conditions d’exécution	30
19.2 Modification temporaire des prix ou de la formule de révision	30
20. Modalités de suspension du contrat	31
Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS	32

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par des établissements de santé.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

Le marché est passé par UniHA pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 2.1 du CCTP.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

GCS UNIHA
9 rue des Tuilliers
69 003 LYON

Les personnes référentes en charge du suivi d'exécution du marché sont :

Sandrine.denjean@UNIHA.org

Cyril.lopez@UNIHA.org

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur contractant des bons de commandes est chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre.

1.3 ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché sont désignés à l'article 2.1 du CCTP (ci-après « les établissements bénéficiaires »).

Le Titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires.

1.3.1 LES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE AUTRES QUE LA CENTRALE D'ACHAT

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont les membres identifiés en annexe 1 du CCAP.
Tous les établissements intégreront le marché à la même date soit le 1^{er} janvier 2026.
Les quantités sont précisées au CCTP.

1.3.2 LES MEMBRES DE LA CENTRALE D'ACHAT

Le marché est également susceptible d'être mis à disposition de 5 adhérents maximum de la centrale d'achat pendant la durée d'exécution du marché, qui obtiendraient l'habilitation à greffer.

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par UNIHA avec le Titulaire du marché, et selon les reporting de commandes portés à la connaissance d'UNIHA par le Titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le Titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre à ces établissements.

1.4 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

1.4.1 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUPRES DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Les membres du groupement de commande tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à l'égard du Titulaire retenu dès la notification de l'accord-cadre.

1.4.2 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUX ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UNIHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire » et est engagé à l'égard du Titulaire retenu.

Les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le Titulaire de l'accord-cadre sera informé par le GCS UNIHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer ses bons de commande.

Une fois le marché mis à disposition de l'établissement bénéficiaire, le Titulaire bénéficie d'un droit d'exclusivité des commandes par l'établissement des prestations objet du lot concerné.

1.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives du GCS UNIHA et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	GCS UNIHA	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les Titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitants	X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting et e-reporting)	X (pénalités d'exécution)
Délivrance du certificat de cession de créances		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du Titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

1.6 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le Titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commande et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre le bénéficiaire et le Titulaire et dépendront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

Les litiges concernant la passation de l'accord-cadre et aux actes relevant de la responsabilité du GCS UNIHA relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat, attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, a pour objet **Transports aériens de greffons et d'équipes chirurgicales et régulation associée pour les établissements membres du GCS UNIHA.**

Le périmètre des prestations est défini au CCTP.

2.2 TYPE DE CONTRAT ET ESTIMATION DU MARCHÉ

Le contrat est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire sans minimum et avec un montant maximum de 120 000 000 € HT et le volume suivant :

Lot	Recensement des adhésions (engagement en groupement de commande/réponse au recensement)	Estimation du nombre de missions réalisées (au regard de l'historique)	Maximum de missions réalisées (au regard des projections)
1	18 établissements adhérents	5120	8000

Le volume maximum s'entend, comme un volume maximum de missions réalisées par l'ensemble des établissements bénéficiaires du marché concerné.

2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

L'exécution des prestations aura lieu sur l'ensemble du territoire national, y compris DROM-COM, sur les sites de chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre.

Le lieu d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

2.4 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le Titulaire bénéficie d'un droit d'exclusivité sur toutes les prestations objet du lot dès lors que le marché a été mis à disposition de l'établissement bénéficiaire.

3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

3.1 POINT DE DEPART DE LA DUREE DU MARCHÉ

Le point de départ de la durée du marché est le 1^{er} janvier 2026 ou la date de notification si celle-ci est postérieure.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date de notification du marché est la date de la première consultation de l'acte d'engagement sur le profil acheteur de UNIHA, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

3.2 DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 7 ans, à compter du 1^{er} janvier 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée maximale du marché est de 7 ans.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement et son annexe « « Bordereau de prix / Cadre de réponse »**
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes** :
 - o Liste des établissements adhérents du GCS UniHA
 - o Liste des membres de la Centrale d'Achat
 - o Bon de commandes
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- **L'offre technique du Titulaire**

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

5. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le GCS UNIHA de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À un changement de coordonnées bancaires (RIB)

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif du GCS UNIHA avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par certificat administratif. Un avenant n'est pas nécessaire.

6.1.2. CESSION DE MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le Titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

6.2 SUIVI DE L'EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au GCS UNIHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UNIHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du Titulaire, le nom du Titulaire
2. Numéro de marché attribué par UNIHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2021 - 30/06/2021 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée par le Titulaire, en ce compris les co-traitants en cas de groupement
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UNIHA.

Le Titulaire adressera une copie de ce fichier de reporting par mail à :

laetitia.ducournau@UNIHA.org

gladys.prieto-andrades@UNIHA.org

La méconnaissance par le Titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, après mise en demeure, à une pénalité de retard de 500 euros par semaine de retard. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Cette pénalité est appliquée par UNIHA.

6.3 QUALITE DES FOURNITURES ET SERVICES

Les prestations objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le Titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

6.4 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de UNIHA dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il transmet à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurances nécessaires à la réalisation des travaux préalables à l'installation des équipements avant commencement des travaux par ses soins le cas échéant.

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération et sans plafond. Cette pénalité est appliquée par UNIHA.

6.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le Titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à

D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le Titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du Titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.7 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire fournit au GCS UNIHA une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le Titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

6.8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le Titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UNIHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le Titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le Titulaire selon la politique interne de l'établissement.

6.9 RESPECT DU PRINCIPE D'EGALITE DES USAGERS DEVANT LE SERVICE PUBLIC ET DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République :

1. Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que les personnels s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le pouvoir adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Ces contrats sont communiqués par le titulaire au pouvoir adjudicateur lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

3. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

Le pouvoir adjudicateur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

4. Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services du pouvoir adjudicateur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi prend notamment la forme de comptes rendus du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

5. En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 30 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure.

Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation pour faute du contrat.

La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées à la suite d'une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

	GCS UNIHA	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les Titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitants	X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting et e-reporting)	X (pénalités d'exécution)
Délivrance du certificat de cession de créances		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du Titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

Au sens du présent article, le pouvoir adjudicateur est l'établissement bénéficiaire signataire du marché subséquent.

7. COMMUNICATION

7.1 PROJET DE SUPPORT DE COMMUNICATION

A compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire, sur demande, fournira au GCS UNIHA un projet de support de communication sous format A4 reprenant les principales caractéristiques des prestations et équipements retenus (description physique, fonctionnalités, applications médicales, matériaux etc...) et mettant en avant leurs qualités principales.

Cette fiche servira de support de communication auprès des établissements bénéficiaires.

Le projet de support de communication sous format A4 sera envoyé par le Titulaire sous format électronique par mail auprès des responsables UNIHA référencé en introduction du CCAP. Le format du document permettra des modifications libres (type doc, docx, rtf, etc.).

Ce projet de support sera soumis à validation au GCS UNIHA qui se réserve le droit d'en modifier légèrement le contenu (avec accord du Titulaire) en fonction des contraintes de publication de la fiche de présentation de l'accord-cadre.

7.2SUPPORTS VISUELS DE PRESENTATION

Le Titulaire, sur demande, fournira gratuitement au GCS UNIHA un panel d'images numériques présentant les équipements retenus dans le cadre de l'offre du Titulaire. Ce panel d'images sera utilisé par le GCS UNIHA en tant que support visuel de présentation de l'offre du Titulaire pour la réalisation de fiches marché ou pratique ou bien lors de présentations des marchés aux établissements bénéficiaires.

Le Titulaire fournira également, dans les mêmes conditions, le logo de son entreprise, ainsi que les conditions relatives à son utilisation.

Le GCS UNIHA se réserve le droit d'utiliser tout ou partie de ce panel d'images ainsi que le logo en tant que support de communication.

La fourniture de ces images sera demandée après notification de l'accord-cadre et pourra intervenir ponctuellement en cours d'exécution soit à la demande du GCS UNIHA ou à l'initiative du Titulaire de l'accord-cadre en cas d'avenant ou de modification de l'accord-cadre.

Le Titulaire peut utiliser le logo du GCS UNIHA pour toute communication/promotion des produits objets du marché auprès des bénéficiaires du marché.

Chapitre 2 – Modalités d'exécution

8. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont passés par les établissements bénéficiaires.

Les établissements bénéficiaires et/ou l'Agence de la Biomédecine devront indiquer précisément dans le Bon de commande annexé au CCAP, lorsqu'ils font appel aux services du titulaire :

- Le lieu de destination ;
- Les heures fixées pour le prélèvement ;
- L'heure de départ estimée ;
- Le nombre de passagers à transporter et leurs noms de manière à permettre à la compagnie de prévoir le volume de carburant suffisant et les modalités de déroutement éventuel en cas de conditions météorologiques difficiles.

Dès qu'ils en ont connaissance, les établissements bénéficiaires et / ou l'Agence de la Biomédecine doivent informer le titulaire de la réalisation d'une mission afin de faciliter la régulation.

Les établissements bénéficiaires et / ou l'Agence de la Biomédecine doivent informer dans les plus brefs délais le titulaire en cas d'abandon d'une mission afin d'éviter de mobiliser inutilement les appareils et leur équipage.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement adhérent.

Il est rappelé que le circuit des bons de commande est fixé par l'établissement bénéficiaire. Le formalisme du bon de commande est celui proposé par le pouvoir adjudicateur en annexe 3 du CCAP. Leur respect est indispensable au paiement de la facture.

9. MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Avant exécution des prestations, un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande d'un établissement bénéficiaire, totalement ou partiellement.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation sur le motif de l'annulation, sauf à démontrer et justifier avoir engagé des frais à perte pour l'exécution des prestations.

Dans ce cas, le Titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement, conformément à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS. Aucun forfait minimum de dédommagement n'est alors applicable. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.6 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation du bon de commande pour faute du Titulaire (retard, non réponse) ou dans l'hypothèse où une nouvelle commande d'un montant équivalent émise par l'établissement bénéficiaire concerné serait intervenue en remplacement de la commande annulée.

Pendant l'exécution des prestations, toute annulation d'une mission démarrée avant ou après décollage de l'avion (en cas de dégradation de l'organe ou de l'état du patient) est facturée sur le temps de vol réalisé avant annulation de la mission.

10. OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du Groupement de commandes atteste du service fait après réception et vérification du récapitulatif des missions réalisées transmis par le coordonnateur du Groupement de commandes.

11. EVOLUTION DE L'OFFRE EN COURS D'EXECUTION

Indépendamment des hypothèses de modification prévues aux articles R.2194-2 et suivants du Code de la commande publique, l'offre du Titulaire pourra faire l'objet de modifications actées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Les évolutions identifiées et susceptibles de faire évoluer l'offre sont, notamment, les suivantes :

- **Transport de machines nécessitant l'utilisation d'appareils équipés de portes cargos ou portes élargies** : d'un point de vue médical, le transport de machines à perfuser est en développement à la date de notification du marché. Un prévisionnel de 6% des missions totales est envisagé.

En cas d'évolution des pratiques de conservation et de transport des greffons préconisées par l'agence de biomédecine, le titulaire pourra être amené à aménager ses appareils pour répondre au besoin.

- **Réglementations relatives au temps de travail et de repos nécessaires avant la réalisation d'une mission.**

Ces aménagements pourront faire l'objet d'un avenant. En tout état de cause, le montant maximum de l'accord-cadre ne pourra pas être dépassé par l'effet de l'avenant.

12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG, et compte tenu de la nature des prestations objet du marché qui ne peuvent souffrir d'aucun retard, le Titulaire du marché n'est pas informé de la décision de procéder à l'exécution du marché aux frais et risques préalablement à sa mise en œuvre dès lors que la rupture d'approvisionnement est constatée par tous moyens.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Chapitre 3 - Prix et règlements

13. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

13.1 FORME DES PRIX

Le prix des fournitures et prestations objet du marché sont révisables dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

13.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'exécution des prestations définies au CCTP : affectation des appareils à l'exécution du marché, affectation de l'équipage, maintenance des appareils, avitaillement en carburant, organisation et régulation des demandes de missions, réalisation de la mission de transport, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires mais à l'exception des taxes aéroportuaires qui seront facturées au réel à chaque établissement utilisateur.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Il ne pourra en aucun cas être facturés des frais relatifs à l'achat de carburant ou à de la maintenance ou de l'achat de pièces détachées des appareils.

Le marché public est traité à prix mixtes hors taxe dans les conditions suivantes :

- Charges fixes : forfait de mise à disposition des 3 appareils dédiés à la mission, mise à disposition de l'équipage de vol, maintenance + forfait Centre de régulation (équipement et personnel) + forfait roulage intégré dans le coût de la mission. Les charges fixes n'intègrent pas les missions.

- Charges variables : coût unitaire de l'heure et/ou de la minute de vol converti en coût kilométrique

Pour les charges variables, les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le temps de vol facturable en charge variable est le temps décompté depuis le moment où l'aéronef commence à se déplacer en vue de gagner l'aire de décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin du vol. L'offre du candidat devra de ce fait prendre en considération l'ensemble des composantes d'un vol notamment les temps de roulage liés au décollage et à l'atterrissage tels que définis ci-dessous.

Ne sont pas pris en compte dans les temps de vol et donc dans les prestations facturées :

- les temps d'immobilisation au sol, lors d'une mission ;
- les temps de vol liés aux essais, à l'entretien et aux avitaillements de l'appareil ;

Sont pris en compte dans les temps de vol, à la condition que le prestataire ait au préalable informé le Centre Hospitalier pour lequel la mission devait être réalisée des risques d'annulation de la mission à réaliser, les temps de vols interrompus en raison des conditions météorologiques.

Le temps de vol facturé intègrera un temps de roulage de 15 minutes par branche réalisée (1 mission peut se composer de 2 à 4 branches). Dans sa réponse à l'annexe relative aux temps de vol, le candidat devra répondre avec le temps réel, avec prise en considération d'une vitesse moyenne selon les données du constructeur, mais sans ces 15 minutes de roulage.

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les Centres Hospitaliers membres du Groupement de commandes se réservent également la possibilité de commander dans le cadre du marché des prestations de même nature, similaires ou associées à l'exception du transport aérien de patients hospitalisés faisant l'objet d'un marché UNIHA spécifique.

Il appartient à l'établissement de préciser la particularité de la mission au titulaire qui devra lui appliquer le coût unitaire de l'heure de vol retenu au marché par une facture directe.

En cas d'intervention d'un tiers payeur (CPAM, établissement non-adhérent au marché ayant donné mandat à un adhérent pour la réalisation d'une mission, etc.), il appartient au titulaire de s'assurer qu'une personne ayant délégation du Directeur de l'établissement tiers-payeur ait transmis le bon de commande en annexe 4 au CCAP préalablement à la réalisation de la mission. La facturation sera directement adressée au tiers-payeur avec application du coût unitaire de l'heure de vol retenu au marché.

14. MODIFICATION DES PRIX

14.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA FORMULE DE REVISION

Les prix pour l'ensemble des fournitures listées dans le BPU seront révisables à la hausse comme à la baisse, tous les 12 mois, à compter de la date de notification du marché, envisagée le 1er janvier 2026 par application de la formule précisée ci-après.

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le Titulaire d'un email au référent du marché visé à l'article 1.2 du présent CCAP, au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année.

Le Titulaire fournira un BPU avec l'ensemble de ses nouveaux prix.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier pourra avoir pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

Il est précisé que le GCS UNIHA assurera également un suivi annuel de ces indicateurs, lui permettant dans le cas d'indicateurs orientés à la baisse de faire valoir, sans que le Titulaire puisse s'y opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur.

La notification du BPU au Titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord du pouvoir adjudicateur, sans qu'un avenant ne soit nécessaire.

En regard de la charge administrative engendrée par les modifications tarifaires pour les différentes parties, il est convenu du maintien des tarifs pour toute révision tarifaire entraînant une hausse ou une baisse des prix unitaires HT inférieure à 0.5 %.

14.2 MODIFICATION DES PRIX ET FORMULE DE REVISION

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

Pour les charges fixes :

$$P = P_o \left(0,20 + 0,50 \frac{S}{S_o} + 0,30 \frac{EBIQ}{EBIQ_o} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé du marché

P_o = Dernier prix révisé ou prix de l'offre pour la première révision

S = dernier indice des taux de salaire horaire des ouvriers et des employés - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 publié au plus tard au 1^{er} décembre de l'année en cours

S_o = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers et des employés - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017, retenu lors de la dernière révision ou le dernier publié à la date de la remise des offres pour la première révision

EBIQ = Dernier Indice de prix de production et d'importation de l'industrie (IPPI) publié au plus tard au 1^{er} décembre de l'année en cours

EBIQ_o = Indice de prix de production et d'importation de l'industrie (IPPI), retenu lors de la dernière révision ou le dernier publié à la date de la remise des offres pour la première révision

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Pour les charges variables :

$$P = P_o (K_o/K)$$

P = Prix révisé du marché

Po = Dernier prix révisé ou prix de l'offre pour la première révision

K = Indice jet fuel du mois publié au plus tard au 1^{er} décembre de l'année en cours (<http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=jet-fuel&monts=60¤cy=euro>)

Ko = Indice jet fuel du mois-3 de révision (<http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=jet-fuel&monts=60¤cy=euro>)

retenu lors de la dernière révision ou le dernier publié à la date de la remise des offres pour la première révision

Les prix ainsi révisés s'appliquent jusqu'à la révision suivante qui interviendra, le cas échéant, à la prochaine date anniversaire du marché.

La valeur des indices prise en compte est la dernière valeur publiée, qu'elle soit provisoire ou définitive.

14.3 CLAUSE LIMITATIVE

Dans l'hypothèse où les formules de révision mises en œuvre ont pour conséquence une augmentation des prix de plus de 5%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation à 5% du montant de la référence avant révision avec l'accord du Titulaire. En cas de désaccord, le marché pourra être résilié pour motif d'intérêt général. Les prix en vigueur jusqu'à la résiliation du marché seront ceux issus de l'application de la formule de révision.

En tout état de cause, la mise en œuvre de la formule de révision ne fait pas obstacle à ce que les parties s'accordent pour limiter la hausse des prix résultant de l'application de la formule de révision.

14.4 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du Titulaire.

A l'occasion de ces offres promotionnelles, le Titulaire pourra notamment proposer un (ou des) équipement(s) d'occasion reconditionné(s), sous condition que l'équipement d'occasion ou reconditionné soit identique en termes de modèle et de caractéristiques techniques à celui notifié dans le cadre de l'accord-cadre et que s'appliquent à celui-ci les mêmes garanties et conditions de maintenance que celles du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par mail à UNIHA (réfèrent administratif de la filière), le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle peut ne pas faire l'objet d'un avenant dès lors que le GCS UNIHA a formalisé par voie électronique son accord sur l'offre.

15. MODALITES DE REGLEMENTS

15.1 AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le Titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME. Il peut être augmenté dans une limite de 30% sur accord de l'établissement concerné.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

15.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au Titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au Titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne

dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

15.3 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

- ⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- pour les factures liées aux équipements électroniques et électriques, les factures feront apparaître la ligne correspondant à l'élimination des déchets
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au Titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

15.4 MODALITES DE MODIFICATION DE LA REPARTITION DES CHARGES ENTRE ETABLISSEMENTS ADHERENTS (CLAUSE DE REEXAMEN)

Des avenants seront rédigés par le pouvoir adjudicateur afin de déterminer la nouvelle répartition financière entre les établissements adhérents pour les objets suivants :

A/ Actualisation du forfait de mise à disposition :

Le forfait de mise à disposition, pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de l'année s'effectue au prorata de l'activité N-1 des établissements avec un plafonnement à 36 missions par établissement (conformément à la décision de la CNDG en date du 5 février 2015 afin de ne pas pénaliser les établissements « gros » consommateurs sur qui pèse déjà l'effort financier au niveau des charges variables relatives à la répartition mensuelle des missions).

B/ Actualisation des charges variables :

Un forfait mission est mis en place afin de mutualiser les coûts de transport d'équipes ainsi que les acheminements. La facture mensuelle de chaque établissement est donc calculée comme suit : coût mission X nombre de missions réalisées par l'établissement

C/ Création de nouvelles taxes aéroportuaires

Chapitre 4 – Pénalités, résiliation, imprévision

16. PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au Titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au Titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un évènement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités des articles suivants sont plafonnées à un maximum de 50% du montant de chaque bon de commande.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

16.1 PENALITES DE RETARD

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il est fait application de pénalités de retard.

Lorsque le délai confirmé de prise en charge de l'équipe chirurgicale tel que mentionné dans l'annexe 1 au CCAP, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires s'élevant à :

- 500 € par tranche de 30 minutes.

Ces pénalités sont appliquées par les établissements bénéficiaires.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 50 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

16.2 AUTRES PENALITES

16.2.1 PENALITES POUR DEFAUT D'EXECUTION D'UNE MISSION DE TRANSPORT

Le titulaire est tenu d'honorer toutes les missions qui lui sont commandées dans la limite des pics d'activité prévus au CCTP (jusqu'à 8 missions par jour).

En cas de défaillance imputable au titulaire – indisponibilité des appareils invoqués dans son offre, refus pour des motifs autres que des contraintes météorologiques, de sécurité ou de force majeure -, caractérisée par un refus de mission, ce dernier encourt une pénalité de 5000 euros par mission non réalisée.

16.2.2. PENALITE POUR NON RESPECT DU DELAI DE TRANSITION

En cas de retard par rapport aux délais de transition annoncés dans la mise à disposition des appareils définitifs, une pénalité forfaitaire de 5 000 € par appareil et par jour calendaire de manquement sera appliquée par le GCS UniHA.

Le pouvoir adjudicateur effectuera des contrôles en cours d'exécution afin de s'assurer du respect de ces obligations contractuelles. Le titulaire devra communiquer une copie des carnets de bord des appareils.

16.2.3 PENALITES D'INDISPONIBILITE DU CENTRE DE REGULATION

En cas d'indisponibilité du centre de régulation (impossibilité de joindre le Centre), le titulaire aura 48H, après demande du coordonnateur, pour se justifier. En cas de justification insuffisante, UniHA appliquera une pénalité forfaitaire d'un montant de 2 000 € par jour d'indisponibilité (sera considéré comme jour d'indisponibilité toute journée de 0H à 24 H, au cours de laquelle le centre de régulation n'a pas été ou n'est pas en capacité d'œuvrer avec les moyens décrits au CCTP, pendant une durée cumulée supérieure à 30 minutes).

16.2.4 PENALITES POUR AUTRES LITIGES D'EXECUTION

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée.

17. RESILIATION DU CONTRAT

17.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 39 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du Titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le Titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;
- En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations ;

- En cas de retard de livraison des appareils de plus de 6 mois par rapport au calendrier proposé la Titulaire dans son offre ;
- En cas de recours à d'autres appareils que ceux prévus dans l'offre pour des motifs non légitimes ;
- En cas de sous-traitance non déclarée.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution. Ceux-ci continueront de s'exécuter jusqu'à leurs termes.

17.2 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le Titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du Titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

17.3 INDEMNITES DE RESILIATION

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation de l'accord-cadre.

Le titulaire pourra uniquement prétendre à l'indemnisation de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter à UniHA toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours à compter du terme de l'accord-cadre.

Chapitre 5 – Circonstances imprévues

18.OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le Titulaire doit informer le GCS UNIHA dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

19.MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

19.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du montant maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;

Le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel de chaque lot.

19.2 MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX OU DE LA FORMULE DE REVISION

Le Titulaire du marché pourra solliciter une augmentation temporaire des prix ou une modification de la formule de révision s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le Titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du Titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix. Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis, du volume des commandes concernées, de l'impact du bouleversement sur l'intégralité du lot, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois, sous réserve que le Titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni à UniHA ni aux établissements bénéficiaires : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par UNIHA,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

20. MODALITES DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le GCS UNIHA peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au Titulaire.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du Titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Pouvoir adjudicateur
10.2	Prix en vigueur
14.1.1	Montant et absence mise en demeure pour les pénalités appliquées par les établissements bénéficiaires
14.1.2	Plafond des pénalités
14.2	Application de pénalités forfaitaires
14.1.3	Exonération et non-exonération de pénalités
28.1	Opérations de vérification
45.1	Information de l'exécution aux frais et risques Résiliation aux frais et risques